

« Tuer les tous » : menaces de mort et risques de doxxing au Burkina Faso

Suivi des récits d'aide sur les réseaux sociaux : nouvelles tendances au Sahel

15 octobre 2025

Cette note d'Insecurity Insight analyse l'activité des réseaux sociaux du 06-12 Octobre 2025, en évaluant les récits observés sur la base de 12 mois de suivi systématique des réseaux sociaux au [Burkina Faso](#), au [Mali](#) et au [Niger](#).



RÉSUMÉ : Entre le 6 et le 12 octobre 2025, 274 publications publiques relatives au secteur de l'aide humanitaire au Burkina Faso, au Mali et au Niger ont généré **2 014 commentaires, soit une hausse de 220 %** de l'engagement par rapport à la semaine précédente. Cette forte augmentation s'explique principalement par les accusations d'espionnage visant l'INSO au Burkina Faso, qui ont dominé le discours public et alimenté une vague d'hostilité en ligne, incluant des menaces de mort, à l'encontre des ONG internationales. À l'inverse, les ONG locales ont été saluées par le public à la suite d'une cérémonie de remise de prix au Burkina Faso. Aucun autre discours préjudiciable au secteur de l'aide humanitaire n'a été relevé durant cette période.

ÉDITIONS PRÉCÉDENTES : [C'est une Honte](#) (15-28 sept) | [Gardez un œil sur Agadez](#) (01-14 sept) | [Le Burkina Faso Doit Rompre tous ses liens avec TOUTES les Organisations Internationales](#) (18-31 août) | [Avis Partagés](#) (11-17 août) | [Nous les Dénoncerons](#) (04-10 août) | [Attaque, Suspension etc.](#) (21 juillet-03 août) | [Félicitation](#) (14-20 juillet) | [Bon Debarras](#) (07-13 juillet) | [Tout](#)

Récits principaux

Burkina Faso : les accusations d'espionnage contre l'INSO suscitent de vives réactions négatives

Entre le 7 et le 8 octobre 2025, le gouvernement du Burkina Faso a publiquement accusé International NGO Safety Organisation (INSO) d'espionnage, annonçant la suspension de ses activités et l'arrestation de plusieurs membres de son personnel. Les accusations ont été formulées lors d'une conférence de presse officielle du ministre de la Sécurité et rapidement relayées via la page Facebook d'information du gouvernement ainsi que par des dizaines de médias locaux et nationaux.

Selon la déclaration gouvernementale, l'INSO (siège à La Haye, active au Burkina Faso depuis 2019) aurait outrepassé son mandat de formation des organisations humanitaires en matière de gestion de la sécurité. Les autorités affirment que l'INSO a collecté des informations sensibles concernant des convois militaires, des voies d'approvisionnement et des opérations de sécurité, apparemment avec le concours de ressortissants burkinabè.

L'annonce publique initiale, au début de l'année, de la suspension provisoire de l'INSO en attente d'une enquête sur ses « pratiques en matière de traitement des données et de surveillance de la sécurité » n'avait suscité que 65 commentaires en [août 2025](#). Les allégations d'octobre marquent donc la conversion d'une sanction administrative en une accusation pénale, requalifiée en espionnage et trahison nationale.

Les discussions en ligne au Burkina Faso ont rapidement atteint environ 1 789 commentaires sur Facebook et X en 48 heures (22 commentaires au Mali, aucun détecté au Niger), touchant environ 2,4 millions d'utilisateurs des réseaux sociaux. 91 % des commentaires analysés étaient négatifs à l'égard

de l'INSO ou du secteur de l'aide humanitaire. Le ton était majoritairement punitif : les internautes louaient la vigilance des autorités et réclamaient des sanctions sévères contre les personnes impliquées. Le discours dominant combinait éloges envers l'action de l'État, hostilité envers les ONG et appels à des sanctions. Certains commentaires appelaient explicitement à l'exécution ou à la peine capitale. Une minorité notable appelait à la retenue, à une procédure régulière et à la transparence, demandant des preuves judiciaires et alertant sur d'éventuelles manipulations politiques ; ces voix ont toutefois été largement noyées par le discours dominant.

Un tableau prétendant présenter les salaires mensuels, intitulé « *Activités d'espionnage de l'ONG INSO au Burkina Faso – Salaires du personnel* », a encore amplifié les réactions en ligne. De nombreux utilisateurs ont interprété ces chiffres comme la preuve d'une corruption et d'une manipulation étrangère. Certains s'interrogeaient sur les raisons pour lesquelles une ONG paierait des salaires supérieurs à ceux du secteur public, tandis que d'autres exigeaient l'expulsion pure et simple de ces organisations.

Menaces de mort et doxxing — prévalence et schémas

- **Les appels directs à la violence meurtrière étaient nombreux et explicites.** Les commentaires évoquaient le meurtre, la pendaison ou la fusillade comme punitions appropriées : il ne s'agissait pas d'une rhétorique marginale, mais d'une caractéristique normalisée du débat en ligne.

“Au poteau. Zéro pitié pour ces gens là. 🙄🙄”

“EGORGEZ LES TOUS! MR SANA ! EGORGEZ LES POURQUE SA RÉPÈTE PAS ! MR SANA ECOUTES MOI ATTENTIVEMENT ! EGORGEZ LES EN CACHETTE ? OU EMPOISONNEZ LES ! ILS SONT MAUDITS PAR DIEUX ! C'EST POUR CELA JE RÉPÈTE, EMPOISONNEZ CEUX LÀ !”

“Nous devons les faire disparaître clandestinement, sans trop parler, enfin de n est plus voir ses genre de choses”

“On doit les exécuter sans bruit Siiiiiiiiiiiiiiiiiiii Ou bien On les amène dans un forêt en les habillent façon tero tero et les tuer avec des armes vide à main après on donne un communiqué C'est fatigant”

- **Les demandes d'exposition publique étaient systématiques** : des internautes exigeaient que les autorités présentent les mis en cause à la presse et diffusent leurs images et identités. Certains encourageaient le partage d'informations personnelles.

“Tolérance zéro. Il faut les présenter à la presse et diffuser leur image et leur identité.”

- Les menaces visaient personnel étranger et national. Les employés burkinabè, en particulier, ont été qualifiés de « vendus », ce qui les expose à l'hostilité communautaire et à des risques de violence.

“Les 4 burkinabés la il faut déchue de leurs nationalité”

“Tous les Burkinabè qui travaille avec ses O?G sans les dénoncé doit être considérés comme l ennemis du peuple,”

→ Ces schémas combinés — cadrage par l'État, amplification médiatique et ciblage par les utilisateurs — ont créé un environnement en ligne propice à des risques hors ligne pour le personnel de l'INSO et pour la communauté humanitaire au sens large.

Indicateurs clés que les ONG doivent surveiller :

- publications ou commentaires mentionnant explicitement le nom des membres du personnel, partageant des photos ou demandant des informations d'identité ;
- partage de données relatives aux salaires ou au personnel ;
- augmentation des menaces sous les publications sur les réseaux sociaux.

Mesures de précaution suggérées :

- **Surveillance numérique** : suivre les mentions publiques de l'organisation et des noms du personnel pour détecter rapidement toute prise pour cible ;
- **Contrôle de l'information** : limiter la publication de données identifiables sur le personnel, de photos ou de descriptions de poste, en particulier sur les plateformes publiques ;
- **Briefings sur la protection du personnel** : rappeler au personnel de vérifier les paramètres de confidentialité de ses profils sur les réseaux sociaux, d'éviter les discussions politiques en ligne et de signaler immédiatement toute menace ;
- **Soutien au personnel** : anticiper le stress et l'anxiété, maintenir la communication interne et réaffirmer le mandat neutre de l'organisation.

Ce que cela nous apprend

- L'affaire INSO a été le catalyseur d'un sentiment anti-ONG : une accusation spécifique d'espionnage s'est rapidement muée en condamnation généralisée de toutes les organisations internationales.
- La convergence des messages étatiques et de l'amplification sur les réseaux sociaux a normalisé le discours punitif : déclarations officielles, couverture médiatique et diffusion de données salariales ont contribué à un écosystème informationnel où la rhétorique violente semblait légitimée.
- Les appels à la punition et à la dénonciation en ligne constituent un risque sérieux pour la protection : l'ampleur et la répétition des menaces de mort et propos diffamatoires indiquent un risque de débordement vers des intimidations ou des violences réelles, surtout à l'encontre du personnel humanitaire burkinabè.
- La colère publique s'appuie davantage sur des arguments économiques et souverainistes que sur des preuves vérifiées : l'absence de preuves tangibles d'espionnage a laissé un espace que les données salariales et les tropes nationalistes ont comblé.
- Le volume et l'intensité exceptionnellement élevés des commentaires hostiles, incluant des menaces de mort explicites, marquent une escalade significative par rapport aux précédentes discussions sur l'INSO. Cette augmentation rapide en 24-48 heures peut indiquer une campagne coordonnée ou une amplification délibérée visant à légitimer le sentiment punitif à l'égard des ONG internationales.

Réactions positives à la cérémonie de remise des prix aux ONG nationales (11 octobre 2025)

Le 11 octobre 2025, deux ONG burkinabè ont été récompensées lors d'un événement célébrant les acteurs du développement dans tous les secteurs. Les deux organisations ont publié des messages de félicitations sur Facebook, mettant en avant leur collaboration avec le ministère de la Santé, les autorités locales et les partenaires de développement.

Ces publications ont généré 76 commentaires, tous positifs, exprimant presque unanimement la fierté et l'encouragement, avec des messages tels que « Félicitations » et « Reconnaissance bien méritée ». Certains utilisateurs ont décrit les ONG locales comme des acteurs essentiels de leurs communautés, tandis que d'autres ont salué leur bonne gestion et leur esprit d'équipe.

Ce que cela nous apprend

- **Confiance et légitimité** : Les ONG locales continuent d'avoir un niveau élevé de confiance et de légitimité. L'enthousiasme unanime contraste fortement avec l'hostilité manifestée à l'égard des ONG internationales quelques jours plus tôt, soulignant leur rôle clé dans le maintien de la crédibilité du secteur.
- **Renforcement de l'image du secteur** : Les événements de reconnaissance contribuent à redorer l'image de l'aide humanitaire. Cette cérémonie a suscité un sentiment de fierté collective sur les réseaux sociaux.
- **Ancrage national** : Dans un contexte de méfiance persistante envers les agences internationales, la célébration de ces deux ONG locales montre que les principes humanitaires continuent de susciter une réaction positive lorsqu'ils sont portés par des organisations nationales collaborant visiblement avec les institutions étatiques.

Les récits d'aide sur les réseaux sociaux se poursuivent

Les données disponibles pour la période du 6 au 12 octobre 2025 indiquent une augmentation du volume global d'engagement par rapport à la semaine précédente (du 29 septembre au 5 octobre). Au cours de cette période, 2 014 commentaires ont été enregistrés sur l'ensemble des publications surveillées, soit une augmentation de 220 % par rapport à la semaine précédente. Cette hausse d'activité reflète l'impact des allégations d'espionnage de l'INSO, qui ont dominé le discours public et suscité des réactions négatives généralisées à l'égard du secteur de l'aide humanitaire.

La dynamique des sentiments a fortement changé. Contrairement à la semaine précédente, où 65 % des sentiments négatifs visaient les agences des Nations unies et 35 % les ONG internationales, la période du 6 au 12 octobre a vu 100 % de tous les sentiments négatifs dirigés exclusivement vers les ONG internationales (99 % des commentaires en réponse aux allégations de l'INSO). La répartition de l'engagement par type d'organisation a également considérablement changé. Sur les 2 014 commentaires enregistrés au total :

- les ONG internationales ont représenté 91,8 % de l'ensemble des engagements,
- les ONG nationales 4,5 % et
- les agences des Nations Unies 3,7 %.

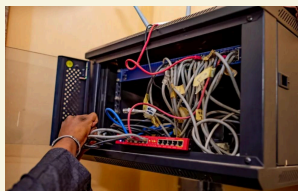
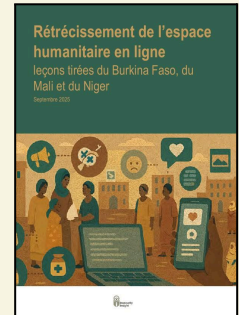
Cela représente un renversement de tendance par rapport aux semaines précédentes, où l'ONU avait constamment dominé le volume de commentaires (entre 60 et 80 % depuis août 2025).

Comme pour les périodes précédentes, ces résultats doivent être interprétés avec prudence. Des problèmes techniques affectant la géolocalisation peuvent encore conduire à une sous-détection des messages provenant du Burkina Faso, du Mali et du Niger.

Ces conclusions sont basées uniquement sur des contenus accessibles au public et peuvent ne pas refléter les discussions menées sur des plateformes privées ou cryptées.

Autres ressources

Le rétrécissement de l'espace humanitaire sur les réseaux sociaux : Ce rapport propose une analyse approfondie de la manière dont les discours publics en ligne transforment l'environnement opérationnel du secteur de l'aide au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Il se concentre sur les risques et les préjudices posés par les discours publics néfastes qui présentent l'aide comme illégitime, politisée ou contrôlée par l'étranger. Ces discours réduisent progressivement l'espace humanitaire. Face à la convergence croissante des menaces en ligne et hors ligne, le rapport soutient que la préservation de la légitimité numérique n'est plus une option : elle est essentielle à la poursuite d'une action humanitaire fondée sur des principes, neutre et efficace. Ces conclusions sont particulièrement urgentes compte tenu de la fragilité du contexte sahélien. Le Burkina Faso, le Mali et le Niger sont confrontés à des crises sécuritaires, politiques et humanitaires qui se chevauchent. Disponible en [anglais](#) et en [français](#).



L'IA et les discours hostiles : un enjeu émergent pour l'aide humanitaire au Sahel : Dans cet [entretien](#) de la Fondation Hironnelle, Christina Wille et Clara de Solages d'Insecurity Insights discutent du rôle de l'IA dans la formation de récits hostiles contre les acteurs humanitaires au Sahel, ainsi que des recommandations à destination des organisations humanitaires de la région pour mieux anticiper et gérer les risques liés à l'IA sur les réseaux sociaux.

Utilisation des données et avis de non-responsabilité

Ce rapport comprend une analyse du contenu des réseaux sociaux accessibles au public et recueillis sur des plates-formes ouvertes. Toutes les données ont été rendues anonymes afin de supprimer ou de masquer les détails d'identification, et aucun contenu provenant de groupes fermés n'a été utilisé. L'analyse a été réalisée dans l'intérêt public et conformément au Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'UE, sur la base d'un intérêt légitime. L'objectif de cette analyse est de soutenir le dialogue humanitaire, d'informer les politiques, de protéger les travailleurs humanitaires et les personnes qu'ils aident, et de contribuer à la recherche d'intérêt public. Ce document est publié par Insecurity Insight. Son contenu relève de la responsabilité d'Insecurity Insight. L'analyse et les opinions exprimées dans ce rapport n'appartiennent qu'à l'éditeur, Insecurity Insight. Insecurity Insight est une organisation Humanitaire à Humanitaire (H2H) engagée dans les Principes Humanitaires.

Les questions et les commentaires sont les bienvenus. Partagez ce que vous observez sur le terrain et en ligne. Vos commentaires nous aident à maintenir l'analyse précise et à jour. Email : info@insecurityinsight.org. Joignez-vous à nos efforts pour protéger l'espace humanitaire. Inscrivez-vous à notre liste de diffusion sur [la surveillance des réseaux sociaux](#). Vous trouverez d'autres ressources sur le site web du [Social Media Monitoring](#). Soutenez notre travail en partageant cette ressource. Veuillez copier et coller ce lien : <https://bit.ly/06-12Oct2025SMMBriefFR>. Citation suggérée : Aperçu sur l'insécurité. 2025. Suivre les récits d'aide sur les réseaux sociaux : Tendances émergentes au Sahel, 06-12 octobre 2025. Suisse : Insecurity Insight. <https://bit.ly/06-12Oct2025SMMBriefFR>

